



Jean PAPEAU

INSTITUTEUR DIRECTEUR D'ECOLE

Jean PAPEAU est un militant connu dans notre région depuis plus de 30 ans.

Il est un des dirigeants départemental du Front Populaire en 1936.

Dès 1940, poursuivi, il rentre dans l'illégalité après avoir organisé la résistance en Province, il entre à la direction nationale du Front National.

Arrêté en 1943 par les Allemands il est condamné à mort et sera déporté à BUCHENWALD.

Libéré en 1945, il reprend sa vie militante au sein du Parti Communiste Français et des organisations démocratiques et syndicales.

Son activité au sein du Conseil municipal de Royan fut particulièrement efficace.

IL EST CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Electrices, Electeurs,

Les 5 et 12 mars, vous allez élire votre député.

Il s'agit de savoir si la politique actuelle va continuer. Celle-ci crée des difficultés de plus en plus grandes à l'ensemble des salariés et des classes moyennes des villes et des campagnes.

Dans notre circonscription où les salaires sont parmi les plus bas de France, des ouvriers et des ouvrières touchent de 35 000 à 50 000 anciens francs par mois. Alors que la semaine de travail est la plus longue d'Europe, les zones de salaires ne sont pas abolies.

Dans l'agriculture, l'ostréiculture, le commerce et l'artisanat, le pouvoir mène une politique de concentration qui tend à éliminer les exploitations familiales.

Alors que dans notre circonscription le député sortant favorise l'enseignement confessionnel, l'enseignement public est sacrifié. Les jeunes partent dans la vie sans qualification et ne trouvent pas d'emploi.

QUI ACCAPARE LES RICHESSES CREEES PAR LE LABEUR DES FRANÇAIS?

Les monopoles et les banques sont au pouvoir avec les Pompidou, Couve de Murville, Debré, etc.

Dix sociétés privées font, à elles seules, plus de 250 milliards d'anciens francs de profits par an et ont triplé leurs bénéfices depuis l'avènement du gaullisme.

La concentration des monopoles et la fusion des banques ne peut qu'accentuer le sous-développement industriel et commercial de notre circonscription.

Alors que le budget 1967 est en augmentation de 10 %, les monopoles voient leurs impôts diminuer de 3 %, mais le nombre des salariés payant l'impôt sur le revenu est passé de 4 400 000 en 1957 à 8 700 000 en 1967.

Ainsi, les classes laborieuses fournissent 67 % du total de l'impôt.

Les dépenses militaires engloutissent un quart du budget. La force de frappe pèse lourdement sur notre économie.

Le régime gaulliste qui se présente comme celui de l'ordre et de la stabilité, n'est en réalité qu'un régime autoritaire au service des monopoles capitalistes.

Dans tous les domaines, le député sortant de Lipkowski a été un soutien inconditionnel du pouvoir, notamment en votant les augmentations d'impôts, la force de frappe, contre la suppression des zones de salaires et l'amélioration des retraites et pensions, en votant contre la fixation de l'abattement à la base de l'impôt sur le revenu à 5 000 au lieu des 2 500 actuels.

Dans l'ostréiculture et l'agriculture, il est un promoteur de la concentration (plan Macé et élimination des petits paysans).

Quant à la candidature de Tap, elle n'apparaît que comme une querelle de famille. Le Centre de Lecanuet a, pour l'essentiel, toujours mêlé ses voix avec celles du gaullisme.

L'ESSOR DE NOTRE REGION, LA PROSPERITE DE SES HABITANTS SONT LIES AU SORT DE LA DEMOCRATIE DE LA FRANCE

Le Parti Communiste propose un programme de progrès.

POUR UNE FRANCE DEMOCRATIQUE

Il veut un gouvernement dont la stabilité soit fondée sur l'élection d'une véritable assemblée nationale, sur la cohésion des forces de gauche et une large participation du peuple à la gestion des affaires publiques.

Il veut la restauration de la laïcité de l'école, de l'Etat, la libre activité des partis et syndicats, la défense des libertés communales et un statut démocratique de l'O.R.T.F.

POUR LE PROGRES SOCIAL

Il veut que les grandes banques et grands monopoles soient nationalisés pour assurer une meilleure répartition de la richesse nationale.

Il veut l'expansion économique de notre pays et, par là, le développement.

Il veut l'expansion économique de notre pays, et par là, le développement industriel et touristique de notre région.

Il veut le relèvement du niveau de vie de tous les travailleurs : pas de salaires inférieurs à 60 000 anciens francs, la retraite à soixante ans pour les hommes et cinquante-cinq ans pour les femmes au lieu de soixante-cinq ans, et la revalorisation des pensions.

Il veut une législation qui fasse de la femme la véritable égale de l'homme.

Il veut la création de nouveaux emplois pour notre jeunesse et sa formation professionnelle.

Il veut une réforme fiscale démocratique qui réalise la justice en faisant payer, contrairement à la situation actuelle, les sociétés capitalistes qui réalisent de scandaleux profits et en allégeant les charges qui pèsent abusivement sur les épaules des travailleurs et des classes moyennes des villes et des champs (abattement immédiat à la base 5 000).

Il veut la diminution massive des crédits militaires par l'abandon de la force de frappe, qui permettrait la construction de logements pour les petites bourses, l'électrification des écarts, l'adduction d'eau pour les communes qui en sont privées, l'assainissement des marais, la protection des côtes contre les inondations, l'aide aux sociétés sportives, le développement de notre région touristique par l'amélioration de notre réseau routier, la gratuité des passages d'eau Oleron et Seudre, des terrains de camping et de tout ce qui peut favoriser l'extension du tourisme populaire, l'aide de l'Etat aux exploitants familiaux agricoles et ostréicoles, en particulier aux jeunes qui désirent s'établir.

Il veut l'attribution du quart du budget de l'Etat à l'Education nationale et une réforme démocratique de l'enseignement (plan Vallon-Langevin).

POUR LA PAIX

Il veut la diminution massive des crédits militaires par l'abandon de la force de frappe.

Il veut l'adhésion de la France au traité de Moscou en interdisant les essais nucléaires.

Il veut une politique de paix, de coexistence pacifique entre tous les états, condition nécessaire à la réalisation des réformes économiques et sociales en France.

Le Parti Communiste a été le seul, dès 1958, à combattre le gaullisme ; il a, dès cette époque dénoncé le pouvoir personnel et ses méfaits.

Parti le plus ferme sur les positions démocratiques, pour qui un programme est un engagement, il est l'artisan principal du renouveau de la France.



Electrices, Electeurs, faites confiance aux candidats du P.C.F. Jean PAPEAU arrivé en tête des forces de gauche en 1962, et à son suppléant Pierre DUTEAU.

♦ Votez pour une démocratie réelle.

♦ Votez laïque.

♦ Votez pour le progrès social et la paix.

Vu les candidats